

nues d'hommes qui représentaient le pouvoir hier et qui disant très-haut qu'ils le représenteront demain.

J'ai eu successivement des manœuvres des rapports fort intéressants d'un certain nombre de mes collègues; je viens de les résumer devant vous.

Il y a même des départements où les prévisions affichées par les renseignements extraordinaires du comité dépassent la mesure du croyable. En voici un exemple : des adresses avaient été colportées dans l'Oise et mises en circulation par le curé de la commune de Royaucourt. L'évêque de Beauvais lui avait adressé de sévères remontrances; mais, comme il ne tenait pas compte des défenses de ses supérieurs ecclésiastiques et continuait sa propagande, le préfet invita la gendarmerie à constater par des procès-verbaux les conditions délictueuses dans lesquelles se produisaient ces manœuvres.

M. L. Chevreau, le dernier préfet de l'Oise sous l'Empire, avisé des ordres donnés à la gendarmerie par son successeur, écrivit au commandant de la compagnie départementale pour le prévenir que, s'il insistait en gênant la propagande bonapartiste, il se verrait dans la dure nécessité de provoquer contre lui des mesures de rigueur.

Il le fit peut-être; mais ce si extraordinaire que, sur ce point, il prévoyait le besoin de lire la dépêche même de l'évêque de l'Oise portant à ma connaissance cet acte de M. L. Chevreau.

Le curé du petit village de Royaucourt, dans le canton de Maugelay, m'a été particulièrement signalé pour son ardeur à faire signer des adresses. Ce prêtre, qui ne tient pas compte des avertissements que M^r l'évêque de Beauvais m'a assuré lui avoir fait parvenir, est le correspondant de M. Léon Chevreau. J'ai même été très-confidentiellement renseigné dans ce département de gendarmerie, d'une lettre singulière dans laquelle M. Léon Chevreau reprochait à ce officier d'avoir fait surveiller les agissements du curé de Royaucourt, et le menaçait d'une dénonciation à ses chefs.

Je ne doute pas que cet essai d'intimidation n'ait absolument échoué, mais il est bien significatif. Il est difficile de ne pas le rapprocher d'autres pièces que j'ai vues et dans lesquelles le même M. Léon Chevreau promettait à d'anciens maires son appui auprès des membres du gouvernement actuel.

L'exploitation d'un crédit imaginaire auprès du gouvernement, c'est là un des traits distinctifs de la propagande bonapartiste. Il se retrouve dans ce qu'on dit aux paysans aussi bien qu'aux fonctionnaires qu'on veut intimider ou séduire.

Mais c'est surtout lorsque le comité de M. Rouher juge qu'une candidature bonapartiste peut être utile dans un département que le rôle de l'ancien préfet se dessine. Le candidat s'efface derrière lui, tout comme autrefois, et il semble à la population incertaine que le passé revivait. C'est l'ancien préfet qui s'adresse aux électeurs, qui dirige les agents, qui ordonnance les dépenses, qui dicte les ordres pour la propagande, qui donne le signal pour l'affiche de la dernière heure, qui révoque à ce qui s'est passé dans l'Oise aux dernières élections; aux faits constatés hier dans les Hautes-Pyrénées, aujourd'hui dans Seine-et-Oise. Les candidats ne tenaient ou tiennent encore le drapeau de l'Empire, dans ces listes électorales, ne commandent pas les troupes; c'est le préfet de l'Empire qui les mène; c'est M. L. Chevreau, est M. Gaston, qui les conduisent. Riez-les à ce point de vue les lettres adressées aux habitants de l'Oise et de Seine-et-Oise avant et après les élections par MM. Chevreau et Cornuau; j'en dépose des copies sur votre bureau.

J'appelle tout spécialement votre attention sur la circulaire adressée aux électeurs par M. L. Chevreau, après la nomination de M. Rouher et sur ce passage :

« Nous avons obtenu presque partout la majorité. Il est essentiel de rester groupés et résolument en face de ces hommes qui voudraient imposer un gouvernement à la France sans la consulter. La nation seule a le droit de disposer de son avenir; tôt ou tard il faudra bien qu'on l'interroge. Demeurons jusque-là fortement organisés contre nos adversaires.

« Dans les communes où nous sommes les plus nombreux, ne nous laissons pas endormir par le succès. Continuons à nous voir les uns les autres, à nous soutenir mutuellement, à nous encourager et, en même temps, à ramener à nous ceux qui ne sont qu'égarés. Notre cause est si juste qu'elle doit s'imposer peu à peu à tous les esprits sincères.

« Demeurons fortement organisés contre nos adversaires... Ceci, messieurs, dit tout en très-peu de mots.

« Ma déposition ne serait pas complète si j'omettais de vous parler d'un procédé très-ingénieux que le parti bonapartiste a imaginé pour masquer l'organisation et le fonctionnement de sa propagande sur tout le territoire.

« Ce procédé consiste à dissimuler l'agent de propagande sous l'apparence d'un inspecteur d'assurance, l'association politique derrière les statuts d'une société d'assurance

contre l'incendie ou toute autre nature de sinistre.

Mon attention fut éveillée sur ce point par des rapports me signalant des tournées dans les départements d'anciens préfets transformés en inspecteurs généraux des grandes compagnies d'assurance et paraissant s'occuper beaucoup moins de la bonne marche de leurs représentations que des résultats électoraux probables, de l'influence qu'aurait la substitution du scrutin de liste au scrutin par arrondissement, de l'établissement d'un journal, de leur candidature, des chances à la députation, etc.

J'acquis bientôt la certitude qu'en dehors de ces situations exceptionnelles, où les questions d'assurance et de politique se mêlaient si étroitement, il y avait une tentative très-sérieuse faite par M. Perron, M. le colonel Piétri, etc., pour organiser, sous le couvert d'une compagnie d'assurance, s'étendant nominativement à tous les objets imaginables, un vaste système de propagande bonapartiste, ayant dans chaque arrondissement, dans chaque canton, un représentant en correspondance constante avec un conseil d'administration tout politique.

C'était la réalisation d'un plan qui avait été soumis à l'empereur et approuvé par lui. Je sus aussi que M. Rouher n'avait pas goûté ce projet, le jugeant trop audacieux et aussi trop facile à percer à jour, à raison de la notoriété qu'aurait nécessairement le conseil d'administration qu'on placerait à la tête d'une telle compagnie; mais qu'on avait passé outre; que des souscriptions étaient recueillies dans certains départements; que le titre de la future société n'était pas encore fixé, qu'on hésitait entre le *Globe* et l'*Étoile*.

Les documents dont j'ai eu connaissance depuis les perquisitions et certains rapports qui me sont parvenus des départements m'ont prouvé, depuis, l'exactitude des informations qui m'étaient été fournies.

M. Perron, inventeur de ce système de propagande masquée, était cet ancien chef de division au ministère d'État, honoré de l'amitié personnelle de Napoléon III, dont j'ai déjà parlé.

Il avait été, je crois, activement mêlé autrefois, à la société du Dix-Décembre et à la préparation du coup d'État de 1851. Il est certain, pour moi, qu'il avait fait agréer son plan à l'empereur. Voici, en effet, dans quels termes M. F. Piétri, le secrétaire de l'empereur, écrivait à M. Mansard le 25 octobre 1872 :

« Chiselhurst, 25 octobre 1872.

« Cher monsieur,

« J'ai soumis à l'empereur la note relative à votre journal le *Progress de Paris*, dont M. Perron m'avait entretenu à mon passage à Paris. Je viens de la transmettre, par ordre de Sa Majesté, à M. Rouher, et le prieux d'examiner avec intérêt ce qu'on pourrait faire pour seconder le projet de M. M. Bouliard et M. Perron, qu'elle suit il m'a été très-déjà dévoué, et travailler utilement pour le succès de la cause.

« Je pense que M. R... vous en parlera.

« Rien de nouveau à Cambden-House. Tout le monde se porte bien.

« Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments très-désirés.

« Signé : Piétri. »

« Vous voyez dans l'exposé fait à M. Rouher, par M. Perron, de son plan de société d'assurance, que ce journal, le *Progress de Paris*, devait être l'instrument, dans la presse, de l'association politique cachée sous le manteau de la compagnie d'assurance.

« Cette lettre de M. Piétri a encore une autre valeur : elle montre le rôle de M. Mansard, permet de très-bien juger quelle était la nature de ses relations avec M. Rouher et son comité. M. Piétri informe M. Mansard qu'il a soumis à l'empereur la note de M. Perron, que l'empereur a approuvée le projet, et écrit à M. Rouher. Il pense que M. Rouher en parlera à M. Mansard, c'est-à-dire que la question passera de la théorie à l'exécution, du comité aux metteurs en œuvre de ses décisions.

« La mort de l'empereur suspendit l'exécution de ce projet, mais ne le fit pas abandonner.

« En effet, voici comment, à la date du 9 mai 1873, Perron exposait ses desseins à M. Rouher et quelles raisons il faisait valoir pour y intéresser le souverain dispensateur de l'appui matériel et moral du comité :

« Paris, 5 mai 1873.

« Note pour M. Rouher.

« Monsieur,

« Voici la note que vous m'avez fait l'honneur de me demander mardi dernier. J'hésitais à vous l'envoyer, car elle ne vous apprendra rien que vous ne sachiez mieux que moi. Son seul mérite est de constater des faits que j'ai vus et d'indiquer une organisation dont j'ai reconnu par la pratique toute l'efficacité.

« Etat de l'opinion.

« Je ne parle que des départements de l'est et du nord-est, que je viens de parcourir pendant six mois. En Franche-Comté, dans ce qui nous reste de l'Alsace et de la Lorraine, en Champagne, dans

l'Alsine et les Ardennes, les opinions politiques se répartissent ainsi :

« Dans toutes les villes, grandes ou petites, par des rapports et des conférences, par des avocats et officiers ministériels sont en majorité pour le gouvernement de M. Thiers, non par sympathie pour sa personne, mais parce qu'il est le gouvernement qui a été la libération du territoire; si l'ordre est troublé, si le parti rouge devient menaçant, si les affaires se ralentissent, c'en est fait de la popularité de M. Thiers. Déjà, il y a un mois, le commerce souffrait et le mécontentement contre le chef du pouvoir commençait à se faire sentir; que doit-ce être aujourd'hui?

« Le parti légitimiste, dans l'Est, ne compte que quelques familles nobles et un certain nombre de prêtres sans influence sur les populations; dans toute cette partie de la France, les préventions contre la légitimité et le clergé sont aussi vives qu'en 1815.

« L'orléanisme n'a de partisans que parmi quelques banquiers, vieux commerçants et riches bourgeois dont l'influence est nulle sur les masses. D'ailleurs, depuis que les princes ont revendiqué le reliquat des biens que leur père avait volés à la nation, personne n'ose plus parler en leur faveur.

« Ils se sont suicidés.

« Le radicalisme a pour lui, en province, les mêmes éléments qu'à Paris, les ouvriers agglomérés dans les grandes fabriques; ceux qui ne simont pas le travail, les habités des cabarets, les déclassés, les ambitieux de bas étage et presque tous les commis voyageurs, qui ne cessent, dans les villes, qu'on hésitait entre le *Globe* et l'*Étoile*.

« Les documents dont j'ai eu connaissance depuis les perquisitions et certains rapports qui me sont parvenus des départements m'ont prouvé, depuis, l'exactitude des informations qui m'étaient été fournies.

M. Perron, inventeur de ce système de propagande masquée, était cet ancien chef de division au ministère d'État, honoré de l'amitié personnelle de Napoléon III, dont j'ai déjà parlé.

Il avait été, je crois, activement mêlé autrefois, à la société du Dix-Décembre et à la préparation du coup d'État de 1851. Il est certain, pour moi, qu'il avait fait agréer son plan à l'empereur. Voici, en effet, dans quels termes M. F. Piétri, le secrétaire de l'empereur, écrivait à M. Mansard le 25 octobre 1872 :

« Chiselhurst, 25 octobre 1872.

« Cher monsieur,

« J'ai soumis à l'empereur la note relative à votre journal le *Progress de Paris*, dont M. Perron m'avait entretenu à mon passage à Paris. Je viens de la transmettre, par ordre de Sa Majesté, à M. Rouher, et le prieux d'examiner avec intérêt ce qu'on pourrait faire pour seconder le projet de M. M. Bouliard et M. Perron, qu'elle suit il m'a été très-déjà dévoué, et travailler utilement pour le succès de la cause.

« Je pense que M. R... vous en parlera.

« Rien de nouveau à Cambden-House. Tout le monde se porte bien.

« Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments très-désirés.

« Signé : Piétri. »

« Vous voyez dans l'exposé fait à M. Rouher, par M. Perron, de son plan de société d'assurance, que ce journal, le *Progress de Paris*, devait être l'instrument, dans la presse, de l'association politique cachée sous le manteau de la compagnie d'assurance.

« Cette lettre de M. Piétri a encore une autre valeur : elle montre le rôle de M. Mansard, permet de très-bien juger quelle était la nature de ses relations avec M. Rouher et son comité. M. Piétri informe M. Mansard qu'il a soumis à l'empereur la note de M. Perron, que l'empereur a approuvée le projet, et écrit à M. Rouher. Il pense que M. Rouher en parlera à M. Mansard, c'est-à-dire que la question passera de la théorie à l'exécution, du comité aux metteurs en œuvre de ses décisions.

« La mort de l'empereur suspendit l'exécution de ce projet, mais ne le fit pas abandonner.

« En effet, voici comment, à la date du 9 mai 1873, Perron exposait ses desseins à M. Rouher et quelles raisons il faisait valoir pour y intéresser le souverain dispensateur de l'appui matériel et moral du comité :

« Paris, 5 mai 1873.

« Note pour M. Rouher.

« Monsieur,

« Voici la note que vous m'avez fait l'honneur de me demander mardi dernier. J'hésitais à vous l'envoyer, car elle ne vous apprendra rien que vous ne sachiez mieux que moi. Son seul mérite est de constater des faits que j'ai vus et d'indiquer une organisation dont j'ai reconnu par la pratique toute l'efficacité.

« Etat de l'opinion.

« Je ne parle que des départements de l'est et du nord-est, que je viens de parcourir pendant six mois. En Franche-Comté, dans ce qui nous reste de l'Alsace et de la Lorraine, en Champagne, dans

l'Alsine et les Ardennes, les opinions politiques se répartissent ainsi :

« Dans toutes les villes, grandes ou petites, par des rapports et des conférences, par des avocats et officiers ministériels sont en majorité pour le gouvernement de M. Thiers, non par sympathie pour sa personne, mais parce qu'il est le gouvernement qui a été la libération du territoire; si l'ordre est troublé, si le parti rouge devient menaçant, si les affaires se ralentissent, c'en est fait de la popularité de M. Thiers. Déjà, il y a un mois, le commerce souffrait et le mécontentement contre le chef du pouvoir commençait à se faire sentir; que doit-ce être aujourd'hui?

« Le parti légitimiste, dans l'Est, ne compte que quelques familles nobles et un certain nombre de prêtres sans influence sur les populations; dans toute cette partie de la France, les préventions contre la légitimité et le clergé sont aussi vives qu'en 1815.

« L'orléanisme n'a de partisans que parmi quelques banquiers, vieux commerçants et riches bourgeois dont l'influence est nulle sur les masses. D'ailleurs, depuis que les princes ont revendiqué le reliquat des biens que leur père avait volés à la nation, personne n'ose plus parler en leur faveur.

« Ils se sont suicidés.

« Le radicalisme a pour lui, en province, les mêmes éléments qu'à Paris, les ouvriers agglomérés dans les grandes fabriques; ceux qui ne simont pas le travail, les habités des cabarets, les déclassés, les ambitieux de bas étage et presque tous les commis voyageurs, qui ne cessent, dans les villes, qu'on hésitait entre le *Globe* et l'*Étoile*.

« Les documents dont j'ai eu connaissance depuis les perquisitions et certains rapports qui me sont parvenus des départements m'ont prouvé, depuis, l'exactitude des informations qui m'étaient été fournies.

M. Perron, inventeur de ce système de propagande masquée, était cet ancien chef de division au ministère d'État, honoré de l'amitié personnelle de Napoléon III, dont j'ai déjà parlé.

Il avait été, je crois, activement mêlé autrefois, à la société du Dix-Décembre et à la préparation du coup d'État de 1851. Il est certain, pour moi, qu'il avait fait agréer son plan à l'empereur. Voici, en effet, dans quels termes M. F. Piétri, le secrétaire de l'empereur, écrivait à M. Mansard le 25 octobre 1872 :

« Chiselhurst, 25 octobre 1872.

« Cher monsieur,

« J'ai soumis à l'empereur la note relative à votre journal le *Progress de Paris*, dont M. Perron m'avait entretenu à mon passage à Paris. Je viens de la transmettre, par ordre de Sa Majesté, à M. Rouher, et le prieux d'examiner avec intérêt ce qu'on pourrait faire pour seconder le projet de M. M. Bouliard et M. Perron, qu'elle suit il m'a été très-déjà dévoué, et travailler utilement pour le succès de la cause.

« Je pense que M. R... vous en parlera.

« Rien de nouveau à Cambden-House. Tout le monde se porte bien.

« Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments très-désirés.

« Signé : Piétri. »

« Vous voyez dans l'exposé fait à M. Rouher, par M. Perron, de son plan de société d'assurance, que ce journal, le *Progress de Paris*, devait être l'instrument, dans la presse, de l'association politique cachée sous le manteau de la compagnie d'assurance.

« Cette lettre de M. Piétri a encore une autre valeur : elle montre le rôle de M. Mansard, permet de très-bien juger quelle était la nature de ses relations avec M. Rouher et son comité. M. Piétri informe M. Mansard qu'il a soumis à l'empereur la note de M. Perron, que l'empereur a approuvée le projet, et écrit à M. Rouher. Il pense que M. Rouher en parlera à M. Mansard, c'est-à-dire que la question passera de la théorie à l'exécution, du comité aux metteurs en œuvre de ses décisions.

« La mort de l'empereur suspendit l'exécution de ce projet, mais ne le fit pas abandonner.

« En effet, voici comment, à la date du 9 mai 1873, Perron exposait ses desseins à M. Rouher et quelles raisons il faisait valoir pour y intéresser le souverain dispensateur de l'appui matériel et moral du comité :

« Paris, 5 mai 1873.

« Note pour M. Rouher.

« Monsieur,

« Voici la note que vous m'avez fait l'honneur de me demander mardi dernier. J'hésitais à vous l'envoyer, car elle ne vous apprendra rien que vous ne sachiez mieux que moi. Son seul mérite est de constater des faits que j'ai vus et d'indiquer une organisation dont j'ai reconnu par la pratique toute l'efficacité.

« Etat de l'opinion.

« Je ne parle que des départements de l'est et du nord-est, que je viens de parcourir pendant six mois. En Franche-Comté, dans ce qui nous reste de l'Alsace et de la Lorraine, en Champagne, dans

l'Alsine et les Ardennes, les opinions politiques se répartissent ainsi :

« Dans toutes les villes, grandes ou petites, par des rapports et des conférences, par des avocats et officiers ministériels sont en majorité pour le gouvernement de M. Thiers, non par sympathie pour sa personne, mais parce qu'il est le gouvernement qui a été la libération du territoire; si l'ordre est troublé, si le parti rouge devient menaçant, si les affaires se ralentissent, c'en est fait de la popularité de M. Thiers. Déjà, il y a un mois, le commerce souffrait et le mécontentement contre le chef du pouvoir commençait à se faire sentir; que doit-ce être aujourd'hui?

« Le parti légitimiste, dans l'Est, ne compte que quelques familles nobles et un certain nombre de prêtres sans influence sur les populations; dans toute cette partie de la France, les préventions contre la légitimité et le clergé sont aussi vives qu'en 1815.

« L'orléanisme n'a de partisans que parmi quelques banquiers, vieux commerçants et riches bourgeois dont l'influence est nulle sur les masses. D'ailleurs, depuis que les princes ont revendiqué le reliquat des biens que leur père avait volés à la nation, personne n'ose plus parler en leur faveur.

« Ils se sont suicidés.

« Le radicalisme a pour lui, en province, les mêmes éléments qu'à Paris, les ouvriers agglomérés dans les grandes fabriques; ceux qui ne simont pas le travail, les habités des cabarets, les déclassés, les ambitieux de bas étage et presque tous les commis voyageurs, qui ne cessent, dans les villes, qu'on hésitait entre le *Globe* et l'*Étoile*.

« Les documents dont j'ai eu connaissance depuis les perquisitions et certains rapports qui me sont parvenus des départements m'ont prouvé, depuis, l'exactitude des informations qui m'étaient été fournies.

M. Perron, inventeur de ce système de propagande masquée, était cet ancien chef de division au ministère d'État, honoré de l'amitié personnelle de Napoléon III, dont j'ai déjà parlé.

Il avait été, je crois, activement mêlé autrefois, à la société du Dix-Décembre et à la préparation du coup d'État de 1851. Il est certain, pour moi, qu'il avait fait agréer son plan à l'empereur. Voici, en effet, dans quels termes M. F. Piétri, le secrétaire de l'empereur, écrivait à M. Mansard le 25 octobre 1872 :

« Chiselhurst, 25 octobre 1872.

« Cher monsieur,

« J'ai soumis à l'empereur la note relative à votre journal le *Progress de Paris*, dont M. Perron m'avait entretenu à mon passage à Paris. Je viens de la transmettre, par ordre de Sa Majesté, à M. Rouher, et le prieux d'examiner avec intérêt ce qu'on pourrait faire pour seconder le projet de M. M. Bouliard et M. Perron, qu'elle suit il m'a été très-déjà dévoué, et travailler utilement pour le succès de la cause.

« Je pense que M. R... vous en parlera.

« Rien de nouveau à Cambden-House. Tout le monde se porte bien.

« Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments très-désirés.

« Signé : Piétri. »

« Vous voyez dans l'exposé fait à M. Rouher, par M. Perron, de son plan de société d'assurance, que ce journal, le *Progress de Paris*, devait être l'instrument, dans la presse, de l'association politique cachée sous le manteau de la compagnie d'assurance.

« Cette lettre de M. Piétri a encore une autre valeur : elle montre le rôle de M. Mansard, permet de très-bien juger quelle était la nature de ses relations avec M. Rouher et son comité. M. Piétri informe M. Mansard qu'il a soumis à l'empereur la note de M. Perron, que l'empereur a approuvée le projet, et écrit à M. Rouher. Il pense que M. Rouher en parlera à M. Mansard, c'est-à-dire que la question passera de la théorie à l'exécution, du comité aux metteurs en œuvre de ses décisions.

« La mort de l'empereur suspendit l'exécution de ce projet, mais ne le fit pas abandonner.

« En effet, voici comment, à la date du 9 mai 1873, Perron exposait ses desseins à M. Rouher et quelles raisons il faisait valoir pour y intéresser le souverain dispensateur de l'appui matériel et moral du comité :

« Paris, 5 mai 1873.

« Note pour M. Rouher.

« Monsieur,

« Voici la note que vous m'avez fait l'honneur de me demander mardi dernier. J'hésitais à vous l'envoyer, car elle ne vous apprendra rien que vous ne sachiez mieux que moi. Son seul mérite est de constater des faits que j'ai vus et d'indiquer une organisation dont j'ai reconnu par la pratique toute l'efficacité.

« Etat de l'opinion.

« Je ne parle que des départements de l'est et du nord-est, que je viens de parcourir pendant six mois. En Franche-Comté, dans ce qui nous reste de l'Alsace et de la Lorraine, en Champagne, dans

l'Alsine et les Ardennes, les opinions politiques se répartissent ainsi :

« Dans toutes les villes, grandes ou petites, par des rapports et des conférences, par des avocats et officiers ministériels sont en majorité pour le gouvernement de M. Thiers, non par sympathie pour sa personne, mais parce qu'il est le gouvernement qui a été la libération du territoire; si l'ordre est troublé, si le parti rouge devient menaçant, si les affaires se ralentissent, c'en est fait de la popularité de M. Thiers. Déjà, il y a un mois, le commerce souffrait et le mécontentement contre le chef du pouvoir commençait à se faire sentir; que doit-ce être aujourd'hui?

« Le parti légitimiste, dans l'Est, ne compte que quelques familles nobles et un certain nombre de prêtres sans influence sur les populations; dans toute cette partie de la France, les préventions contre la légitimité et le clergé sont aussi vives qu'en 1815.

« L'orléanisme n'a de partisans que parmi quelques banquiers, vieux commerçants et riches bourgeois dont l'influence est nulle sur les masses. D'ailleurs, depuis que les princes ont revendiqué le reliquat des biens que leur père avait volés à la nation, personne n'ose plus parler en leur faveur.

« Ils se sont suicidés.

« Le radicalisme a pour lui, en province, les mêmes éléments qu'à Paris, les ouvriers agglomérés dans les grandes fabriques; ceux qui ne simont pas le travail, les habités des cabarets, les déclassés, les ambitieux de bas étage et presque tous les commis voyageurs, qui ne cessent, dans les villes, qu'on hésitait entre le *Globe* et l'*Étoile*.

« Les documents dont j'ai eu connaissance depuis les perquisitions et certains rapports qui me sont parvenus des départements m'ont prouvé, depuis, l'exactitude des informations qui m'étaient été fournies.

M. Perron, inventeur de ce système de propagande masquée, était cet ancien chef de division au ministère d'État, honoré de l'amitié personnelle de Napoléon III, dont j'ai déjà parlé.

Il avait été, je crois, activement mêlé autrefois, à la société du Dix-Décembre et à la préparation du coup d'État de 1851. Il est certain, pour moi, qu'il avait fait agréer son plan à l'empereur. Voici, en effet, dans quels termes M. F. Piétri, le secrétaire de l'empereur, écrivait à M. Mansard le 25 octobre 1872 :

« Chiselhurst, 25 octobre 1872.

« Cher monsieur,

« J'ai soumis à l'empereur la note relative à votre journal le *Progress de Paris*, dont M. Perron m'avait entretenu à mon passage à Paris. Je viens de la transmettre, par ordre de Sa Majesté, à M. Rouher, et le prieux d'examiner avec intérêt ce qu'on pourrait faire pour seconder le projet de M. M. Bouliard et M. Perron, qu'elle suit il m'a été très-déjà dévoué, et travailler utilement pour le succès de la cause.

« Je pense que M. R... vous en parlera.

« Rien de nouveau à Cambden-House. Tout le monde se porte bien.

« Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments très-désirés.

« Signé : Piétri. »

« Vous voyez dans l'exposé fait à M. Rouher, par M. Perron, de son plan de société d'assurance, que ce journal, le *Progress de Paris*, devait être l'instrument, dans la presse, de l'association politique cachée sous le manteau de la compagnie d'assurance.

« Cette lettre de M. Piétri a encore une autre valeur : elle montre le rôle de M. Mansard, permet de très-bien juger quelle était la nature de ses relations avec M. Rouher et son comité. M. Piétri informe M. Mansard qu'il a soumis à l'empereur la note de M. Perron, que l'empereur a approuvée le projet, et écrit à M. Rouher. Il pense que M. Rouher en parlera à M. Mansard, c'est-à-dire que la question passera de la théorie à l'exécution, du comité aux metteurs en œuvre de ses décisions.

« La mort de l'empereur suspendit l'exécution de ce projet, mais ne le fit pas abandonner.

« En effet, voici comment, à la date du 9 mai 1873, Perron exposait ses desseins à M. Rouher et quelles raisons il faisait valoir pour y intéresser le souverain dispensateur de l'appui matériel et moral du comité :

« Paris, 5 mai 1873.

« Note pour M. Rouher.

« Monsieur,

« Voici la note que vous m'avez fait l'honneur de me demander mardi dernier. J'hésitais à vous l'envoyer, car elle ne vous apprendra rien que vous ne sachiez mieux que moi. Son seul mérite est de constater des faits que j'ai vus et d'indiquer une organisation dont j'ai reconnu par la pratique toute l'efficacité.

« Etat de l'opinion.

« Je ne parle que des départements de l'est et du nord-est, que je viens de parcourir pendant six mois. En Franche-Comté, dans ce qui nous reste de l'Alsace et de la Lorraine, en Champagne, dans

l'Alsine et les Ardennes, les opinions politiques se répartissent ainsi :

« Dans toutes les villes, grandes ou petites, par des rapports et des conférences, par des avocats et officiers ministériels sont en majorité pour le gouvernement de M. Thiers, non par sympathie pour sa personne, mais parce qu'il est le gouvernement qui a été la libération du territoire; si l'ordre est troublé, si le parti rouge devient menaçant, si les affaires se ralentissent, c'en est fait de la popularité de M. Thiers. Déjà, il y a un mois, le commerce souffrait et le mécontentement contre le chef du pouvoir commençait à se faire sentir; que doit-ce être aujourd'hui?

« Le parti légitimiste, dans l'Est, ne compte que quelques familles nobles et un certain nombre de prêtres sans influence sur les populations; dans toute cette partie de la France, les préventions contre la légitimité et le clergé sont aussi vives qu'en 1815.

« L'orléanisme n'a de partisans que parmi quelques banquiers, vieux commerçants et riches bourgeois dont l'influence est nulle sur les masses. D'ailleurs, depuis que les princes ont revendiqué le reliquat des biens que leur père avait volés à la nation, personne n'ose plus parler en leur faveur.

« Ils se sont suicidés.

« Le radicalisme a pour lui, en province, les mêmes éléments qu'à Paris, les ouvriers agglomérés dans les grandes fabriques; ceux qui ne simont pas le travail, les habités des cabarets, les déclassés, les ambitieux de bas étage et presque tous les commis voyageurs, qui ne cessent, dans les villes, qu'on hésitait entre le *Globe* et l'*Étoile*.

« Les documents dont j'ai eu connaissance depuis les perquisitions et certains rapports qui me sont parvenus des départements m'ont prouvé, depuis, l'exactitude des informations qui m'étaient été fournies.

M. Perron, inventeur de ce système de propagande masquée, était cet ancien chef de division au ministère d'État, honoré de l'amitié personnelle de Napoléon III, dont j'ai déjà parlé.

Il avait été, je crois, activement mêlé autrefois, à la société du Dix-Décembre et à la préparation du coup d'État de 1851. Il est certain, pour moi, qu'il avait fait agréer son plan à l'empereur. Voici, en effet, dans quels termes M. F. Piétri, le secrétaire de l'empereur, écrivait à M. Mansard le 25 octobre 1872 :

« Chiselhurst, 25 octobre 1872.

« Cher monsieur,

« J'ai soumis à l'empereur la note relative à votre journal le *Progress de Paris*, dont M. Perron m'avait entretenu à mon passage à Paris. Je viens de la transmettre, par ordre de Sa Majesté, à M. Rouher, et le prieux d'examiner avec intérêt ce qu'on pourrait faire pour seconder le projet de M. M. Bouliard et M. Perron, qu'elle suit il m'a été très-déjà dévoué, et travailler utilement pour le succès de la cause.

« Je pense que M. R... vous en parlera.

« Rien de nouveau à Cambden-House. Tout le monde se porte bien.

« Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments très-désirés.

« Signé : Piétri. »

« Vous voyez dans l'exposé fait à M. Rouher, par M. Perron, de son plan de société d'assurance, que ce journal, le *Progress de Paris*, devait être l'instrument, dans la presse, de l'association politique cachée sous le manteau de la compagnie d'assurance.

« Cette lettre de M. Piétri a encore une autre valeur : elle montre le rôle de M. Mansard, permet de très-bien juger quelle était la nature de ses relations avec M. Rouher et son comité. M. Piétri informe M. Mansard qu'il a soumis à l'empereur la note de M. Perron, que l'empereur a approuvée le projet, et écrit à M. Rouher. Il pense que M. Rouher en parlera à M. Mansard, c'est-à-dire que la question passera de la théorie à l'exécution, du comité aux metteurs en œuvre de ses décisions.

« La mort de l'empereur suspendit l'exécution de ce projet, mais ne le fit pas abandonner.

« En effet, voici comment, à la date du 9 mai 1873, Perron exposait ses desseins à M. Rouher et quelles raisons il faisait valoir pour y intéresser le souverain dispensateur de l'appui matériel et moral du comité :

« Paris, 5 mai 1873.

« Note pour M. Rouher.

« Monsieur,

« Voici la note que vous m'avez fait l'honneur de me demander mardi dernier. J'hésitais à vous l'envoyer, car elle ne vous apprendra rien que vous ne sachiez mieux que moi. Son seul mérite est de constater des faits que j'ai vus et d'indiquer une organisation dont j'ai reconnu par la pratique toute l'efficacité.

« Etat de l'opinion.

« Je ne parle que des départements de l'est et du nord-est, que je viens de parcourir pendant six mois. En Franche-Comté, dans ce qui nous reste de l'Alsace et de la Lorraine, en Champagne, dans

l'Alsine et les Ardennes, les opinions politiques se répartissent ainsi :

« Dans toutes les villes, grandes ou petites, par des rapports et des conférences, par des avocats et officiers ministériels sont en majorité pour le gouvernement de M. Thiers, non par sympathie pour sa personne, mais parce qu'il est le gouvernement qui a été la libération du territoire; si l'ordre est troublé, si le parti rouge devient menaçant, si les affaires se ralentissent, c'en est fait de la popularité de M. Thiers. Déjà, il y a un mois, le commerce souffrait et le mécontentement contre le chef du pouvoir commençait à se faire sentir; que doit-ce être aujourd'hui?

« Le parti légitimiste, dans l'Est, ne compte que quelques familles nobles et un certain nombre de prêtres sans influence sur les populations; dans toute cette partie de la France, les préventions contre la légitimité et le clergé sont aussi vives qu'en 1815.

« L'orléanisme n'a de partisans que parmi quelques banquiers, vieux commerçants et riches bourgeois dont l'influence est nulle sur les masses. D'ailleurs, depuis que les princes ont revendiqué le reliquat des biens que leur père avait volés à la nation, personne n'ose plus parler en leur faveur.

« Ils se sont suicidés.

« Le radicalisme a pour lui, en province, les mêmes éléments qu'à Paris, les ouvriers agglomérés dans les grandes fabriques; ceux qui ne simont pas le travail, les habités des cabarets, les déclassés, les ambitieux de bas étage et presque tous les commis voyageurs, qui ne cessent, dans les villes, qu'on hésitait entre le *Globe* et l'*Étoile*.

« Les documents dont j'ai eu connaissance depuis les perquisitions et certains rapports qui me sont parvenus des départements m'ont prouvé, depuis, l'exactitude des informations qui m'étaient été fournies.

M. Perron, inventeur de ce système de propagande masquée, était cet ancien chef de division au ministère d'État, honoré de l'amitié personnelle de Napoléon III, dont j'ai déjà parlé.

Il avait été, je crois, activement mêlé autrefois, à la société du Dix-Décembre et à la préparation du coup d'État de 1851. Il est certain, pour moi, qu'il avait fait agréer son plan à l'empereur. Voici, en effet, dans quels termes M. F. Piétri, le secrétaire de l'empereur, écrivait à M. Mansard le 25 octobre 1872 :

« Chiselhurst, 25 octobre 1872.

« Cher monsieur,

« J'ai soumis à l'empereur la note relative à votre journal le *Progress de Paris*, dont M. Perron m'avait entretenu à mon passage à Paris. Je viens de la transmettre, par ordre de Sa Majesté, à M. Rouher, et le prieux d'examiner avec intérêt ce qu'on pourrait faire pour seconder le projet de M. M. Bouliard et M. Perron, qu'elle suit il m'a été très-déjà dévoué, et travailler utilement pour le succès de la cause.

« Je pense que M. R... vous en parlera.

« Rien de nouveau à Cambden-House. Tout le monde se porte bien.

« Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments très-désirés.

« Signé : Piétri. »

« Vous voyez dans l'exposé fait à M. Rouher, par M. Perron, de son plan de société d'assurance, que ce journal, le *Progress de Paris*, devait être l'instrument, dans la presse, de l'association politique cachée sous le manteau de la compagnie d'assurance.

« Cette lettre de M. Piétri a encore une autre valeur : elle montre le rôle de M. Mansard, permet de très-bien juger quelle était la nature de ses relations avec M. Rouher et son comité. M. Piétri informe M. Mansard qu'il a soumis à l'empereur la note de M. Perron, que l'empereur a approuvée le projet, et écrit à M. Rouher. Il pense que M. Rouher en parlera à M. Mansard, c'est-à-dire que la question passera de la théorie à l'exécution, du comité aux metteurs en œuvre de ses décisions.

« La mort de l'empereur suspendit l'exécution de ce projet, mais ne le fit pas abandonner.

« En effet, voici comment, à la date du 9 mai 1873, Perron exposait ses desseins à M. Rouher et quelles raisons il faisait valoir pour y intéresser le souverain dispensateur de l'appui matériel et moral du comité :

« Paris, 5 mai 1873.

« Note pour M. Rouher.

« Monsieur,

« Voici la note que vous m'avez fait l'honneur de me demander mardi dernier. J'hésitais à vous l'envoyer, car elle ne vous apprendra rien que vous ne sachiez mieux que moi. Son seul mérite est de constater des faits que j'ai vus et d'indiquer une organisation dont j'ai reconnu par la pratique toute l'efficacité.

« Etat de l'opinion.

« Je ne parle que des départements de l'est et du nord-est, que je viens de parcourir pendant six mois. En Franche-Comté, dans ce qui nous reste de l'Alsace et de la Lorraine, en Champagne, dans

l'Alsine et les Ardennes, les opinions politiques se répartissent ainsi :

« Dans toutes les villes, grandes ou petites, par des rapports et des conférences, par des avocats et officiers ministériels sont en majorité pour le gouvernement de M. Thiers, non par sympathie pour sa personne, mais parce qu'il est le gouvernement qui a été la libération du territoire; si l'ordre est troublé, si le parti rouge devient menaçant, si les affaires se ralentissent, c'en est fait de la popularité de M. Thiers. Déjà, il y a un mois, le commerce souffrait et le mécontentement contre le chef du pouvoir commençait à se faire sentir; que doit-ce être aujourd'hui?

« Le parti légitimiste, dans l'Est, ne compte que quelques familles nobles et un certain nombre de prêtres sans influence sur les populations; dans toute cette partie de la France, les préventions contre la légitimité et le clergé sont aussi vives qu'en 1815.

« L'orléanisme n'a de partisans que parmi quelques banquiers, vieux commerçants et riches bourgeois dont l'influence est nulle sur les masses. D'ailleurs, depuis que les princes ont revendiqué le reliquat des biens que leur père avait volés à la nation, personne n'ose plus parler en leur faveur.

« Ils se sont suicidés.

« Le radicalisme a pour lui, en province, les mêmes éléments qu'à Paris, les ouvriers agglomérés dans les grandes fabriques; ceux qui ne simont pas le travail, les habités des cabarets, les déclassés, les ambitieux de bas étage et presque tous les commis voyageurs, qui ne cessent, dans les villes, qu'on hésitait entre le *Globe* et l'*Étoile*.

« Les documents dont j'ai eu connaissance depuis les perquisitions et certains rapports qui me sont parvenus des départements m'ont prouvé, depuis, l'exactitude des informations qui m'étaient été fournies.

M. Perron, inventeur de ce système de propagande masquée, était cet ancien chef de division au ministère d'État, honoré de l'amitié personnelle de Napoléon III, dont j'ai déjà parlé.

Il avait été, je crois, activement mêlé autrefois, à la société du Dix-Décembre et à la préparation du coup d'État de 1851. Il est certain, pour moi, qu'il avait fait agréer son plan à l'empereur. Voici, en effet, dans quels termes M. F. Piétri, le secrétaire de l'empereur, écrivait à M. Mansard le 25 octobre 1872 :

